



Synthèse

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse, avec ses partenaires Interpeace (Genève), le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS, Dakar), le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) de l'Union africaine, et l'Institut International pour la paix (IPI), ont organisé une **table ronde de discussion portant sur les résultats** (disponibles [ici](#)) des **Troisièmes Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent** (PEV) organisées à Alger, les 24 et 25 juin 2018, avec le soutien du Gouvernement de l'Algérie. Cette manifestation s'adressait principalement à la communauté diplomatique et des organisations internationales de Genève, ainsi qu'au monde des ONGs et de la presse.

Cette restitution avait pour objectif de donner de la visibilité aux visions et démarches multiples présentées à Alger en juin 2018, en particulier celles, nombreuses, qui ont souligné, à l'inverse de ce qui est parfois présenté, l'ampleur des situations de paix existant au Sahel-Sahara et les très nombreuses forces qui militent pour une prévention inscrite dans le dialogue entre les populations et les institutions. La table ronde, tout comme l'initiative des Conversations, fut fidèle à cette devise : « **Investir dans la paix pour prévenir la violence** ».

Ainsi, à la suite des Conversations organisées à [Dakar](#) en 2016 et à [N'Djamena](#) en 2017, la réunion d'Alger a permis de renforcer les approches locales, nationales et régionales de prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara ; il y fut question du rapprochement entre l'État et ses citoyens, de l'engagement de la société civile, du rôle des médias et des forces de défense et de sécurité et de la contribution de la culture, de la citoyenneté et de l'éducation à la prévention dans un contexte où l'extrémisme violent continue de gagner du terrain.

La table ronde de Genève a réuni quelques-unes des voix qui furent entendues à Alger. Ces huit orateurs ont partagé leur conviction, issue de leur quotidien, de l'importance de la PEV.

Ouverte par M. Simon Gimson (vice-président, Interpeace) et M. Stéphane Rey, chef, domaine politique de paix, et chef adjoint, Division Sécurité humaine du DFAE, la rencontre, modérée par le Dr. Christian Pout (président, CEIDES, Cameroun) permit à M. Youssef Mahmoud (conseiller principal, IPI), au colonel Christian Emmanuel Mouaya Pouyi (Chef du service de la formation, CAERT), à M. Ahmed Labnouj (chargé de programme Afrique du Nord, Interpeace), à Mme Madeleine Memb (présidente, MediaWomen4Peace, Cameroun), au général Paul Ndiaye (Directeur, CHEDS, Sénégal), à Mme Zara Mahamat Yacoub (experte médias, Tchad) de témoigner de leur travail respectif en faveur de la PEV. Ce fut par des paroles fortes de **soutien** à la démarche de prévention et **au processus des Conversations**

et en particulier à sa dimension régionale que Mme Ruby Sandhu-Rojon (représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et cheffe adjointe du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) conclut le tour de table.

Un certain nombre de réflexions, convictions et pratiques furent présentées ce jour-là :

- La région sahélo-saharienne est confrontée à plusieurs défis liés à la paix et la sécurité qui contribuent à fragiliser les États et affectent la **relation État-citoyen**, la **participation politique** et le **dialogue**. Ces questions sont essentielles pour l'élaboration des politiques nationales visant à prévenir l'extrémisme violent au niveau gouvernemental, communautaire et individuel, ainsi qu'au plan régional.
- La **prolifération d'actes de violence** (une violence répondant à l'autre) accentue le climat de peur et d'insécurité. Ils affectent la vie des populations, ainsi que les efforts de paix, de développement durable et de respect des droits humains.
- Face à cette réalité, les nombreux participants aux Conversations ont pris conscience que la prévention de la violence nécessite une **approche multidisciplinaire et multipartenaire**, afin de comprendre, puis d'aborder, les causes diverses qui poussent les individus à intégrer des groupes extrémistes violents.
- Cependant, et c'est là la **vision nouvelle** que les Conversations ont dégagée, de très nombreuses et très diverses **situations d'équilibre communautaire** et de **refus de l'utilisation de la violence** traversent l'ensemble de la région. Il est bon d'en avoir conscience et de les valoriser.
- Dans ce monde où la violence est constamment prisée par les **médias**, il fut affirmé que **la paix ne doit pas être perçue comme une exception**. Il faut lui donner ses lettres de créance et la mettre au centre de la **communication**. De plus, il est à observer que la paix, comme la violence, est multiple et a ses origines profondément ancrées dans le terreau local, historique autant que social, économique et politique.
- **La PEV a donc de fortes chances de réussir si on investit dans la paix, si la paix est considérée comme le point de départ et l'ultime objectif de notre gouvernance**. On constate en effet que les réponses largement sécuritaires et réactives, qui sont encore privilégiées face à la violence extrême, nous ont peut-être fourni une sorte de stabilité et de sécurité, mais pas de quiétude, encore moins de paix. On peut prendre comme référentiel, pour toute politique préventive, **l'expérience des sociétés qui se sont prémunies elles-mêmes contre l'extrémisme violent**, et non pas celles qui sont déchirées par les conflits. Ces sociétés qui ont échappé au fléau de la violence et qui sont souvent multiculturelles et plurielles sont les mieux à même de révéler les facteurs de résilience, malgré les vulnérabilités internes et les pressions externes auxquelles elles sont assujetties. **La paix** est, pour elles, une métapolitique, un **bien public**. Cela se traduit dans plusieurs pays par la création de nouvelles institutions ou le renforcement de mécanismes existants, dont la vocation principale est de s'assurer que les politiques nationales, surtout sectorielles, favorisent la paix plutôt que le conflit et ne causent pas de tort involontaire. L'Éthiopie, le Costa Rica et le Sénégal furent mentionnés.
- Cette approche choisie par les Conversations n'est pas due au hasard. Elle continue à être peaufinée d'une édition à l'autre, dans l'espoir qu'un jour la paix aura droit au chapitre comme **une finalité, un état normal des choses plutôt qu'une exception**, même dans le cadre de cette bataille qu'on mène sans répit contre ce qu'on appelle l'extrémisme violent.
- L'approche de prévention, la nécessité de nuancer les réalités et les réponses apportées, le fait que les réponses doivent venir tant des États que des autres acteurs, sont autant d'éléments qui ont gagné en reconnaissance depuis le lancement des Conversations.
- Toutes les manifestations de violence ne sont pas liées au terrorisme, loin de là, et dans la réalité, une violence est bien souvent liée à l'autre, comme le montrent les exemples récents du Tchad ou des conflits autour de la question peuhle. **Les violences commises par les groupes armés, les groupes d'auto-défense, les rebelles et les terroristes doivent-elles recevoir des réponses différentes ?** La rencontre d'Alger reconnut comme **nécessaire d'envisager, là où cela est possible, de tendre la main à tous les « entrepreneurs » de cette violence, y compris les groupes qualifiés d'extrémistes violents ou de terroristes**.

- Il fut aussi clairement affirmé qu'il n'y avait pas de solutions pour la prévention sans impliquer les **forces de défense et de sécurité** (FDS) mais que ces forces doivent avoir au centre de leurs actions la gouvernance et l'inclusivité. Le renforcement de la **confiance entre forces de sécurité et population est une des clés pour la PEV**. Il a aussi été demandé que les Etats-majors des différentes FDS, le comité des Etats-majors de la CEDEAO, les conseils nationaux de sécurité ainsi que les commissions « défense » des assemblées nationales soient activement intégrés aux efforts de PEV.
- Autre dimension de la PEV soulignée à plusieurs reprises : **le rôle essentiel des femmes**, un acteur trop souvent occulté, et, à travers elles, des médias et réseaux sociaux en faveur de la paix. Un exemple frappa particulièrement l'auditoire : celui du Nord Cameroun où la violence de et autour de Boko Haram affecte d'abord les femmes qui en sont victimes actives ou passives. Les femmes « continuent de vivre un déni d'humanité dans le projet des combattants ». Les médias leur permettent de prendre conscience que la violence n'est pas inéluctable et qu'elles peuvent devenir des actrices de paix au sein des communautés malgré la violence ambiante. Elles ont, pour cela, souvent besoin d'un accompagnement social et psychologique qui leur permette de jouer le rôle central qu'elles ont dans l'équilibre de la famille et de la société. Quant aux **jeunes**, plusieurs fois mentionnés, ce sont aussi les grands absents des programmes de paix et de PEV généralement conçus pour les adultes. Ceci contribue à cliver les générations d'une manière qui peut devenir dangereuse.
- Enfin, **comment briser la chape de verre** qui nous sépare tous des rares **décideurs** de notre monde globalisé et militarisé, même si nous faisons partie des cadres de nos sociétés ? L'immense majorité d'entre nous s'intéresse à la paix ou milite pour elle, et pourtant la guerre fait toujours d'effroyables dégâts ! Voilà un défi que les promoteurs de la PEV ne peuvent que relever, sans jamais baisser les bras.

Programme:

- Mot de bienvenue : **Simon Gimson**, Vice-président, Interpeace
- Remarques introductives : **Stéphane Rey**, Chef du Domaine Politique de paix et Chef adjoint de la Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse

Panélistes :

- **Youssef Mahmoud**, Conseiller principal, Institut international pour la paix (IPI)
- **Colonel Christian Emmanuel MOUAYA POUYI**, Chef du service de la formation, Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme – CAERT, Union africaine
- **Ahmed Labnouj**, Chargé de programme Moyen-Orient et Afrique du Nord, Interpeace
- **Madeleine Memb**, Présidente, MediaWomen4Peace
- **Général Paul Ndiaye**, Directeur, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal
- **Zara Mahamat Yacoub**, Experte médias, Tchad

Conclusions :

- **Ruby Sandhu-Rojon**, Représentante Adjointe du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - UNOWAS, Sénégal

Modération :

- **Dr. Christian Pout**, Président, Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques, Economiques et Stratégiques – CEIDES, Cameroun
-



« Il faut se rappeler que **des solutions existent déjà au sein des communautés même les plus fragiles** », nous ont rappelé les divers intervenants de ce riche panel, témoignant de leur expérience dans des régions aussi diverses que l'Afrique du Nord ou l'Afrique centrale.



« La prévention de l'extrémisme violent nécessite **un maillon irremplaçable : la mère, la femme**. Il est indispensable de pleinement valoriser leur rôle d'architectes et de maçons de la paix », nous dit Madeleine Memb du Cameroun.



« **Pas de solutions pour la prévention sans impliquer les forces de défense et de sécurité**. Mais elles doivent avoir au centre de leur action la gouvernance et l'inclusivité », rappelle le Général Paul Ndiaye du Sénégal.



« **Il ne faut pas que la paix devienne l'exception** », dit Mme Ruby Sandhu-Rojon de UNOWAS dans ses remarques conclusives.



Notre modérateur, Dr Christian Pout du Cameroun, qui anime aussi le « **pôle Afrique centrale** » des Conversations.



Stéphane Rey, Chef adjoint de la Division Sécurité humaine du DFAE Suisse, confirme tout **l'engagement de la Suisse dans cette initiative pour la prévention de la violence et la paix**.